



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA
PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Recueil N° 2

07/01/22

- SOMMAIRE -

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DES SERVICES DU CABINET

*BUREAU DE DEFENSE
ET DE PROTECTION CIVILE*

Arrêté n° 2022–21 du 7 janvier 2022 portant obligation de port du masque sur le territoire du département de la Meuse dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LÉGALITÉ**

*BUREAU DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES*

Arrêté n° 2022 – 24 du 5 janvier 2022 portant désignation des membres de la formation restreinte de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale de la Meuse

Arrêté n° 2022-21 du 7 janvier 2022 portant obligation de port du masque sur le territoire du département de la Meuse dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,**

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la santé publique, notamment les articles L.3131-12 et suivants et L.3136-1 ;

VU le Code de la sécurité intérieure ;

VU l'article R.412-34 du Code de la route ;

VU le Code du commerce, notamment son article L.310-2 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R.123-12 ;

VU le Code pénal ;

VU la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de la crise sanitaire ;

VU la loi n°2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 du Président de la République nommant Mme TRIMBACH Pascale, préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-808 du 22 avril 2021 accordant délégation de signature à Mme Marie-Paul TOURTE-TROLUE, sous-préfète de Verdun ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-2519 du 13 octobre 2021 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, secrétaire général de la préfecture de la Meuse, notamment l'article 5 ;

VU le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire modifié ;

VU le décret n° 2021-1957 du 31 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

VU l'arrêté n° 2021-2900 du 03 décembre 2021 portant obligation de port du masque sur le territoire du département de la Meuse dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19 ;

VU la lettre du 15 juin 2021 du Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP) adressée au directeur général de la santé (DGS) précisant les mesures à mettre en œuvre s'agissant du contact tracing et des mesures barrières à mettre en œuvre pour des personnes ayant bénéficié d'un schéma vaccinal complet contre le Covid-19 ;

VU l'avis du délégué territorial de l'agence régionale de santé du Grand Est du 6 janvier 2022 annexé au présent arrêté ;

VU le tableau de bord des données régionales au 6 janvier 2022 produit par l'Agence Régionale de Santé Grand Est et par Santé Publique France au titre de ses missions de surveillance épidémiologique ;

VU la consultation des exécutifs locaux, des parlementaires et des présidents des associations d'élus du département de la Meuse ;

CONSIDÉRANT que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ainsi que le caractère actif de la propagation de ce virus et la gravité de ses effets en termes de santé publique ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ; que par suite, il est nécessaire de prévenir tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation, propices à la circulation du virus ;

CONSIDÉRANT qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021, prescrit une série de mesures générales applicables ;

CONSIDÉRANT que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

CONSIDÉRANT que les regroupements de personnes sur la voie publique peuvent favoriser une accélération de la propagation de l'épidémie de Covid-19 au point de menacer la capacité d'accueil et la qualité de la réponse sanitaire des établissements de santé du département ;

CONSIDÉRANT que le respect des règles de distance dans les rapports interpersonnels est l'une des mesures les plus efficaces pour limiter la propagation du virus ;

CONSIDÉRANT les flux importants de personnes aux abords des espaces d'attente des transports de voyageurs ;

CONSIDÉRANT que le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée dans les moments de contacts rapprochés pendant lesquels la proximité physique et le non-port du masque sont fréquents ;

CONSIDÉRANT qu'eu égard à la propagation sur le territoire national de l'épidémie de covid-19, le premier ministre peut prendre diverses mesures jusqu'au 31 juillet 2022 par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la santé ;

CONSIDÉRANT qu'il convient par conséquent de prendre des mesures exceptionnelles mais proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences sanitaires de l'épidémie du covid-19 ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ;

CONSIDÉRANT que les lieux ouverts au public sont propices aux rassemblements ; que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

CONSIDÉRANT que les établissements d'enseignements demeurant ouverts au public accueillent de nombreux enfants, de la crèche au lycée ; que nombreux sont les parents qui attendent leurs enfants en bas-âge dans ce périmètre ; qu'ils favorisent également d'importants flux aux entrées et sorties des écoles rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ces établissements accueillent une population jeune et majoritairement asymptomatique qui peut diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ; que le masque demeure un moyen efficace de lutter contre la propagation du virus lorsque la distanciation physique n'est pas possible ;

CONSIDÉRANT que dans sa lettre du 15 juin 2021 susvisée, le Haut Conseil de la santé publique (HCSP) considère, qu'en l'état actuel de l'épidémie (diminution de l'incidence en lien avec la progression de la couverture vaccinale), le port du masque en extérieur peut être levé sauf dans les situations à forte densité de personnes (marchés, grands rassemblements, tribunes, files d'attente...) ; que dans certaines situations en extérieur, lorsque la distance interindividuelle ne peut être respectée et lorsque des temps de contact prolongé sont probables (ex. file d'attente, etc.), le port du masque doit être maintenu ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

SUR PROPOSITION du directeur de cabinet ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Dans l'ensemble du département de la Meuse **du vendredi 7 janvier 2022 jusqu'au vendredi 4 février 2022 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de 11 ans et plus sur le périmètre des :

- Marchés non couverts et ventes dites « vente au déballage » au sens de l'article L.310-2 du code du commerce, dénommées habituellement « vide-greniers, foires aux puces, braderie ou brocante » ;
- Transports en commun ;
- Rassemblements (dont manifestations déclarées, festivals, spectacles de rue, stades ...) ;

ARTICLE 2 : Dans l'ensemble du département de la Meuse **du vendredi 7 janvier 2022 jusqu'au vendredi 4 février 2022 inclus**, le port du masque est obligatoire dans les cours d'écoles, collèges et lycées.

ARTICLE 3 : Dans l'ensemble du département de la Meuse le port du masque est obligatoire **du vendredi 7 janvier 2022 jusqu'au vendredi 4 février 2022 inclus**, uniquement en cas d'affluence, en cas de densité de population et de contact de proximité prolongé, dans les centres-villes et zones piétonnes et aux abords des gares, écoles, collèges, lycées, équipements sportifs, lieux de culte, centres commerciaux dans un rayon de 50 mètres.

ARTICLE 4 : Dans les communes de Bar-le-Duc, Verdun et Commercy, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de 11 ans et plus, dans les rues définies en annexe.

ARTICLE 5 : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas :

- aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus,
- pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives ;
- lorsqu'elles sont incompatibles avec la préparation et la conduite des opérations des forces armées.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n° 2021-2900 du 3 décembre 2021 portant des mesures restrictives relatives à la lutte contre la propagation du virus COVID-19 sur le territoire du département de la Meuse est abrogé.

ARTICLE 7 : Les dispositions du présent arrêté feront l'objet d'un réexamen régulier au regard de l'évolution de la situation sanitaire.

ARTICLE 8 : Conformément à l'article L.3136-1 du Code de la santé publique, la violation des mesures fixées au présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe ou, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfètes des arrondissements de Commercy et Verdun, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur académique des services de l'éducation nationale, les maires du département de la Meuse, les procureurs de la République de Verdun et Bar le Duc sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.

Pour la Préfète
Pour la Préfète et par délégation,

Marie-Paule TOURTE-TROLUE

Délais et voies de recours (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative).

Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08; soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex - le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr .Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2022-21 du 7 janvier 2022 portant obligation de port du masque sur le territoire du département de la Meuse dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19 : port du masque obligatoire pour tout piéton de 11 ans et plus dans les rues les plus fréquentées des communes de Bar-le-Duc, Verdun et Commercy

Périmètre sur la commune de Bar-le-Duc :

- Boulevard de la Rochelle
- Rue André Maginot
- Rue Jean-Jacques Rousseau (portion comprise entre la rue Maginot et la place Reggio)
- Rue du Général de Gaulle
- Rue Notre-Dame
- Rue Bar la ville

Périmètre sur la commune de Verdun :

- Quai de Londres
- Avenue de la victoire
- Rue Mazel
- Rue Edmond Robin
- Rue Beaurepaire
- Rue Chaussée
- Rue des Rouyers

Périmètre sur la commune de Commercy :

- Place Charles de Gaulle
- Porte au Rupt
- Rue des Colins
- Avenue Stanislas du n° 2 au n° 18 (Sous-préfecture jusque place du Fer à Cheval)
- Rue Colson
- Passage Carnot
- Place du fer à Cheval
- Rue Poterne
- Place des Chanoines
- Rue des Moulins
- Parking de l'Abattoir
- Rue de la Coutotte
- Ruelle de l'Abattoir
- Rue Foch du n° 1 au n° 9 (jusqu'au restaurant les Tanneurs)
- Passage Saint Patrice
- Rue René Grosdidier
- Rue de la Halle
- Rue des Capucins du n° 1 au n° 51 (Carrefour Libération jusque Alphonse Verneau)
- Carrefour de la Libération
- Rue Raymond Poincaré du n° 1 au n° 23 (jusque Elisabeth Charlotte de Lorraine)

**Avis ARS Grand Est du 06 janvier 2022 n° 060122
concernant la situation épidémique de Meuse
au 6 janvier 2022**

Les indicateurs sanitaires publiés par Santé publique France dans ses points de situation épidémiologiques régionaux témoignent d'une augmentation de la circulation du virus responsable de l'épidémie de COVID 19 sur notre territoire. Le tableau suivant répertorie l'évolution sur les 3 derniers bilans publiés :

période	Taux incidence Grand Est	Taux incidence Meuse	Taux positivité Grand Est	Taux positivité Meuse
Du 19 au 25/12/2021	518,2	317,1	6,8	5,9
Du 22 au 28/12/2021	853,3	504,3	10,2	8,3
Du 26/12/21 au 01/01/22	1321,4	ND*	14,4	ND*

*ND : non disponible au moment de la rédaction de cet avis.

La vaccination bien qu'en augmentation, ne permet pas d'atteindre à ce jour, un niveau d'immunité collective suffisant à limiter la circulation virale en ces circonstances. De plus on note un abaissement de la vigilance collective et de l'observance des gestes barrières corroborés par les épidémies de gastro entérites, bronchiolite et syndrome grippaux.

Au 3 janvier, 31 personnes sont hospitalisées pour diagnostic Covid dont 5 en réanimation.

Cette progression exponentielle des taux d'incidence, témoignant de la circulation importante du virus, nécessite de mettre en place des mesures pour prévenir les circonstances de contamination connues (rupture des gestes barrières en milieu fermé, circonstance de contact prolongé ou de densité de population).

Les répercussions sur le système de santé sont importantes : que ce soit en termes d'absentéisme lié à des soignants cas contacts ou eux-mêmes positifs, ou en termes d'augmentation du nombre de prises en charges de patients en service de réanimation ou en service de médecine conventionnelle, s'ajoutant à la prise en charge des épidémies saisonnières en cours.

Cette situation impose aux pouvoirs publics de prendre les mesures restrictives, confortant l'observation des gestes barrières et de la distance sociale lors des moments de risque de contagion en raison de la couverture vaccinale encore insuffisante à limiter l'expansion des variants Delta et Omicron de façon massive.

Compte tenu des différents éléments exposés ci-dessus, l'ARS Grand Est émet un avis très favorable à toutes mesures prises par Madame le Préfet de Meuse afin de réduire les situations de contamination.

Le Délégué territorial Meuse
De l'ARS Grand Est



Cédric CABLAN



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la
citoyenneté et de la légalité**

**Arrêté n° 2022 – 24 du 5 janvier 2022
portant désignation des membres de la formation restreinte de la
Commission Départementale de la Coopération Intercommunale de la Meuse**

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,**

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L. 5211-45 2° alinéa et R. 5211-30 et suivants,

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Pascale TRIMBACH, Préfète de la Meuse,

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-1736 du 20 août 2020 fixant le nombre et la répartition des sièges des membres de la CDCI de la Meuse en sa formation plénière et en sa formation restreinte,

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-2463 du 7 octobre 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n°2020-2362 du 2 novembre 2020 portant désignation des membres de la formation plénière de la CDCI de la Meuse,

Vu le résultat des élections des membres de la formation restreinte de la CDCI de la Meuse, organisées lors de la réunion d'installation de la formation plénière de la commission qui s'est tenue le 8 décembre 2021,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : La liste des quinze membres de la formation restreinte de la CDCI de la Meuse, dont la composition a été fixée par l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 susvisé, est arrêtée ainsi qu'il suit :

I – Représentants des communes (11 sièges)

A / Collège des communes ayant une population inférieure à la moyenne communale du département : 4 sièges

- M. Michel MOREAU, maire de la commune de LAVALLÉE
- M. André DORMOIS, maire de la commune de CONSENVOYE
- M. Pascal PIERRE, maire de la commune de HEIPPES
- Mme Nathalie MEUNIER, maire de la commune de VILLOTTE-SUR-AIRE

B / Collège des cinq communes les plus peuplées du département : communes de Verdun, Bar-le-Duc, Commercy, Ligny-en-Barrois et Saint-Mihiel : 3 sièges

- M. Samuel HAZARD, maire de la commune de VERDUN
- M. Bernard DELVERT, conseiller municipal de la commune de BAR-LE-DUC
- M. Xavier COCHET, maire de la commune de SAINT-MIHIEL

C / Collège des autres communes (communes ayant une population supérieure à la moyenne communale du département autres que les cinq communes les plus peuplées) : 4 sièges

- M. Gérard FILLON, maire de la commune de BEUREY-SUR-SAULX
- M. Claude ANTION, maire de la commune de THIERVILLE-SUR-MEUSE
- M. Gérard ABBAS, maire de la commune de FAINS-VÉEL
- M. Francis THIRION, maire de la commune de COUSANCES-LES-FORGES

II - Représentants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (3 sièges)

- M. Philippe GÉRARDY, président de la communauté de communes du Pays d'Étain
- M. Daniel GUICHARD, président de la communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois
- M. Laurent JOYEUX, président de la communauté de communes du territoire de Fresnes-en-Woëvre

III – Représentant des syndicats mixtes et des syndicats de communes (1 siège)

- M. Jean-Marie MISSLER, président de la Fédération Unifiée des Collectivités Locales pour l'Électricité en Meuse (FUCLEM)

ARTICLE 2 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée, à titre de notification, à chacun des membres de la commission et, à titre d'information, à Madame et Messieurs les parlementaires du département non membres de la commission au titre d'un mandat local, ainsi qu'à Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Commercy et à Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Verdun. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.



Pascale TRIMBACH

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, des recours suivants qui doivent être introduits en recommandé avec accusé de réception (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du code de justice administrative) :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de la Meuse, 40 rue du Bourg - 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, Place Beauvau - 75800 Paris Cedex 08 ;
- soit un recours contentieux, adressé à Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 Nancy Cedex - Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.